

Jusqu'où les technologies de l'information sont-elles efficaces pour lutter contre la pauvreté en Asie et en Afrique?

De nombreux exemples prouvent que les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent contribuer de façon notable à lutter efficacement contre la pauvreté. Leur emploi est devenu depuis longtemps une question de survie économique, y compris pour les pays en développement. L'essentiel est désormais d'exploiter le potentiel encore en friche. Une nouvelle étude¹ de la Direction du développement et de la coopération (DDC) et de la fondation indienne Swaminathan (MSSRF) révèle que quatre facteurs seront décisifs pour que les TIC soient entièrement efficaces: des conditions-cadres favorables, la volonté politique de recourir aux TIC pour lutter contre la pauvreté, le choix de technologies appropriées et la mobilisation de ressources privées et publiques supplémentaires.



Les technologies de l'information et de la communication peuvent contribuer à réduire la pauvreté dans tous les domaines. Ce sont les conditions-cadres qui décideront, toutefois, de l'importance de cette contribution. En illustration: des écoliers à Embalam (sud de l'Inde) devant les ordinateurs du centre d'information local au moment de leur pause déjeuner. Photo: Keystone

Notre monde est pratiquement inconcevable sans une ou plusieurs lignes téléphoniques, ordinateurs et postes de radio ou de télévision. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) dominent notre vie quotidienne. Si être atteignable en tout temps est devenu une malédiction pour certains, d'autres ne peuvent plus imaginer s'en passer. Pourtant, les infrastructures TIC les plus élémentaires manquent dans de nombreuses parties du monde.

Les TIC comprennent différents médias, les uns classiques (radio, haut-parleur, téléphone), les autres nouveaux (téléphone mobile, ordinateur, internet). Si ces derniers ont

redonné du poids, ces dernières années, aux problèmes de l'information et de la communication dans la coopération au développement, les TIC conventionnels sont, cependant, souvent plus efficaces dans les pays du Sud, en raison des insuffisances de l'infrastructure.

Le rôle des TIC dans la lutte contre la pauvreté

Les exemples ci-dessous montrent comment les TIC peuvent contribuer concrètement à lutter contre la pauvreté et favoriser le développement.

Aide d'urgence

À Verampattinam, village de pêcheurs du sud de l'Inde, des haut-parleurs annoncent deux fois par jour la hauteur des vagues dans le golfe du Bengale. La fondation Swaminathan² a soutenu un centre d'information local relié à Internet. Les haut-parleurs ont aussi pu être utilisés à la fin de l'année 2004 quand le tsunami a dévasté la région. Des avertissements ont été lancés tandis que la connaissance exacte de la situation du village et de sa population a facilité la distribution des secours.



Richard Gerster
Propriétaire de Gerster Consulting, journaliste spécialisé dans les questions du développement, Richterswil



Sonja Zimmermann
Cheffe de projet, Gerster Consulting, Richterswil

1 Richard Gerster et Sonja Zimmermann, *Up-Scaling Pro-Poor ICT-Policies and Practices. A review of experience with emphasis on low income countries in Asia and Africa*, Berne 2005. Commander à ICT4D@deza.admin.ch, ou télécharger sur www.gersterconsulting.ch, rubrique «Results», «ICTs».

2 M. S. Swaminathan Research Foundation (MSSRF). Internet: www.mssrf.org.

Formation

Au Sri Lanka, le mouvement d'auto-assistance Sarvodaya encourage la création de centres villageois d'information. La fondation Novartis en faveur du développement durable soutient Sarvodaya depuis des années. Des jeunes gens se voient offrir une formation de base en utilisation de l'ordinateur pour améliorer leurs chances sur le marché de l'emploi. Un inscrit sur quatre ne paie pas de participation au cours, parce que ses parents vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Les instituteurs des villages des environs utilisent eux aussi ces centres d'information.

Revenus

Au Kirghizstan, onze communautés villageoises commercialisent ensemble leurs prestations touristiques (logement, excursions, etc.) à travers un site Internet commun (www.cbtkyrgyzstan.kg). Helvetas les a encouragées à se regrouper en «Community-Based Tourism Association». Le tourisme procure des revenus qui sont les bienvenus dans les régions rurales d'Asie centrale.

Santé

Au cœur de l'Ouganda, la radio communautaire Apac, qui couvre le district du même nom, diffuse régulièrement des informations en rapport direct avec la vie locale, comme les dates exactes des prochaines vaccinations ou des conseils de bonne alimentation. Un beaucoup plus grand nombre de personnes se font ainsi vacciner et l'état sanitaire de la population s'améliore.

Prestige

Plusieurs des centres d'information nouvellement équipés sont gérés par des bénévoles. Ce sont eux qui ouvrent les locaux chaque jour, qui s'occupent des visiteurs, traduisent et transmettent les informations. Ils acquièrent ainsi de nouvelles compétences. Leurs connaissances leur valent aussi un nouveau statut dans la communauté. À Embalam, au sud de l'Inde, les trois femmes qui gèrent le centre local sont devenues des personnalités respectées et sont désormais consultées pour des questions qui dépassent de loin les problèmes de TIC.

Comment exploiter le potentiel des TIC?

Comme le démontrent les exemples ci-dessus, les TIC peuvent contribuer à lutter contre la pauvreté et à atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) dans tous les domaines. La question n'est donc pas de savoir si les budgets, en eux-mêmes limités, doivent être consacrés par exemple à des mesures dans le domaine de la santé ou dans celui

de TIC, mais comment les TIC peuvent améliorer l'efficacité du système de santé. La question principale est alors de savoir dans quelles conditions les TIC sont efficaces.

Instaurer des conditions-cadres favorables

Des conditions-cadres appropriées sont essentielles pour permettre aux TIC de contribuer à réduire la pauvreté, à commencer par une organisation transparente de l'État de droit. Le respect de la liberté d'opinion et de celle des médias a une importance fondamentale et, pour que ces libertés soient garanties, il faut une instance de régulation indépendante, qui attribue par exemple les fréquences radio selon des critères transparents. Il faut également une concurrence efficace dans les divers domaines (téléphonie, fourniture d'accès internet, etc.) pour que les TIC soient financièrement accessibles à toutes les couches de la population. La suppression du monopole de l'État n'instaure par automatiquement la concurrence, car celle-ci doit encore être imposée par les autorités. Ouvrir le domaine des télécommunications à l'économie de marché est une nécessité pour lutter contre la pauvreté, mais ce n'est pas suffisant; il faut encore prendre des mesures spécifiques en faveur des pauvres.

Priorité à la lutte contre la pauvreté

Le succès de la lutte contre la pauvreté est contenu tout entier dans la volonté politique d'en faire une priorité. Comme d'autres outils, les TIC procureront les meilleurs résultats dans un programme qui se concentre clairement sur l'éradication de la pauvreté. Les gouvernements de plusieurs pays en développement pauvres ont élaboré des stratégies de réduction de la pauvreté (SRP). Une bonne moitié de ces 35 SRP attribuent un rôle stratégique aux TIC, mais seul un petit nombre de pays les ont véritablement intégrées dans leur stratégie globale et ont commencé à les mettre en œuvre. Il est indispensable de se concentrer sciemment sur la lutte contre la pauvreté, sinon le risque existe que les nouvelles technologies accentuent les écarts actuels de revenu plutôt que ne les comblerent.

Il convient donc d'introduire dans les règles du jeu des avantages directs pour les pauvres, comme:

- une réglementation favorable aux radios communautaires de village et de quartier,
- la constitution d'un fonds favorisant l'accès général aux TIC et leur utilisation efficace, fonds financé par des licences privées et assorti d'un contrôle public de l'utilisation des ressources;

Encadré 1

Dix raisons pour lesquelles internet n'atteint pas les pauvres

1. Les faibles taux d'alphabétisation limitent l'utilité d'un média qui exige des capacités spécifiques de la part des usagers.
2. Les besoins en information des pauvres des régions rurales et urbaines ne correspondent guère aux informations fournies par la plupart des sites Web; les informations qui leur seraient nécessaires font défaut.
3. Les informations disponibles sont rarement fournies dans les langues requises. 70 % des sites Web sont toujours conçus en anglais.
4. Les logiciels courants (moteurs de recherche compris) sont axés sur les besoins des classes sociales et des régions prospères.
5. Dans les contrées rurales, les infrastructures techniques comme l'électricité et l'accès à Internet ne sont disponibles que dans une mesure limitée.
6. La mobilité des pauvres est limitée quand il s'agit d'atteindre les centres.
7. Les pauvres ne peuvent s'offrir de cours spéciaux, car ils manquent de temps et perdent de l'argent.
8. Les coûts de matériel, de logiciel et de raccordement restent relativement élevés pour les personnes pauvres.
9. Les pauvres ignorent l'utilité d'Internet pour leurs besoins.
10. L'ethnie, la caste ou le sexe peuvent constituer des barrières élevées.

- la promotion de l'accès aux TIC des régions défavorisées et des classes pauvres de la population, avec des subventions notamment pour la construction des infrastructures et la conception de contenus locaux;
- l'octroi non bureaucratique de licences pour les projets communautaires et/ou novateurs;
- le droit pour les organisations de base d'avoir un siège dans les organes régulateurs compétents en matière de TIC.

Adapter les TIC au contexte local

Pour offrir aux gens un accès viable à la prospérité, il faut que l'utilisation des TIC soit adaptée aux conditions locales en matière d'infrastructures, de langues, de besoins et de capacités.

Adaptation aux infrastructures

Pour être utilisée de façon optimale, chaque technologie exige autre chose de l'infrastructure existante. Un site Internet interactif, par exemple, sur lequel divers groupes de producteurs peuvent mettre à jour eux-mêmes les prix du marché de leurs produits agricoles, postule des liaisons Internet fiables. À part le bon fonctionnement des technologies utilisées, il importe aussi que les infrastructures soient suffisamment développées. À quoi servent, en effet, des prix actualisés toutes les heures s'il n'y a pas de moyens de transport vers les lieux de vente les plus avantageux? Comment les gens pourraient-ils profiter de leurs nouvelles connaissances en matière de santé s'il n'y

a pas de préservatifs, de moustiquaires ou de médicaments dans les environs, ou seulement en quantité insuffisante?

Adaptation à la langue locale

Les informations doivent être transmises dans des langues que les gens comprennent. Cette adaptation élémentaire au contexte local a des conséquences. Les ondes radio transmettent n'importe quel bruit, mais les écritures qui ne sont pas basées sur l'alphabet latin posent des problèmes particuliers aux ordinateurs, téléphones mobiles, mini-ordinateurs ou distributeurs de billets. La langue tamoule compte par exemple 247 lettres. Pour utiliser un clavier d'ordinateur conventionnel, avec ses 26 lettres, il faut donc taper trois touches pour chaque lettre de l'alphabet tamoul. L'immense diversité linguistique de quelques régions d'Afrique et d'Asie est un autre problème. Ainsi, au Cameroun, on parle plus de 280 langues, au Népal 120, au Vietnam plus de 90, au Ghana presque 80, ce qui met les radios communautaires devant des défis gigantesques. Soit elles offrent des émissions différentes pour chaque communauté linguistique, soit elles ne bénéficient que d'une petite zone de diffusion.

Adaptation au mode de vie

La diversité linguistique s'accompagne souvent de la diversité culturelle et de modes de vie différents. Cela signifie que même sur un petit territoire ou au sein d'un réseau local, les besoins en information peuvent être très différents: une partie de la population s'inté-

Pour offrir aux gens un accès viable à la prospérité, il faut que l'utilisation des TIC soit adaptée aux conditions locales en matière d'infrastructures, de langues, de besoins et de capacités. En illustration: récepteur satellite pour la télévision à Manamai (Inde).



Encadré 2

Mondialisation et justice

La nouvelle édition de *Globalisierung und Gerechtigkeit* («Mondialisation et justice», seulement en allemand) éclaire le phénomène de la mondialisation sous des angles très différents et se meut donc entre les partisans et les adversaires du phénomène. À part les sujets connus et attendus – VIH/sida, migrations, agriculture, inquiétudes pour l'emploi – l'auteur en aborde de moins familiers, comme les logiciels libres ou la recherche médicale. Dans la première partie, les lecteurs découvrent les effets de la mondialisation dans la vie quotidienne, à travers des sujets banals comme l'habillement, les emplettes ou le téléphone. La Suisse est de la partie et joue d'ailleurs un rôle non négligeable, par exemple comme plaque tournante du commerce mondial. Le sujet du commerce mondial resurgit dans la deuxième partie de l'ouvrage, qui fait apparaître que les gains de la mondialisation ne sont pas répartis également. Les inégalités ne sont pas seulement favorisées par des règles du jeu institutionnalisées, elles semblent aussi jouer souvent contre les pauvres dans les événements imprévisibles comme les catastrophes naturelles.

La mondialisation connaît, toutefois, aussi des succès, comme ceux racontés plus haut, et elle ouvre un nouveau champ d'action pour tous. Comme le commerce mondial, le sujet des TIC apparaît en différents endroits et révèle non seulement les effets quotidiens de la mondialisation, mais aussi les possibilités qui existent d'influencer et d'en exploiter le processus. Pour que cela se produise, il faut cependant repérer les chances et les saisir. *Globalisierung und Gerechtigkeit* y aide. Il raconte des succès remportés dans toutes les régions, dans les domaines les plus divers et à tous les niveaux: ainsi des particuliers peuvent changer leurs habitudes de consommation, des pays échanger leurs expériences dans des partenariats d'apprentissage bilatéral, de nouveaux accords modifier les règles du jeu à l'échelle mondiale. L'argumentation est étayée par de nombreuses données, illustrées par des schémas compréhensibles. Chaque double page forme une unité thématique, qui peut être lue pour elle seule. Au printemps 2005 paraît le manuel entièrement revu pour les enseignants, qui leur montre comment utiliser l'ouvrage en classe.

Richard Gerster, *Globalisierung und Gerechtigkeit*, 2^e édition entièrement revue, 2005, 17 x 24 cm, broché; CHF 39.00; ISBN 3-03905-114-8.
Voir aussi www.hep-verlag.ch.

ressera aux nouvelles méthodes de culture des céréales, une autre aux questions d'élevage. D'autres encore auront besoin d'aide pour tenir la comptabilité de leur magasin. Être en phase avec le contexte ambiant veut dire donner des réponses compréhensibles à des questions locales.

Adaptation aux capacités

La diversité des technologies entraîne la multiplication des exigences envers les capacités des usagers. Si l'ordinateur ne peut guère être utilisé par des analphabètes, la radio ou la vidéo demandent moins de savoir-faire. Une grande partie de la population a accès à la radio. Les programmes intéressants sont souvent suivis et discutés dans des clubs d'auditeurs. Les réactions aux émissions sont enregistrées et communiquées au studio. Il en résulte un dialogue grâce auquel des groupes marginaux, qui ne retiennent sinon guère l'attention des médias, peuvent parler d'eux et de leurs problèmes. C'est en vertu de ce principe qu'au Kenya, un groupe de femmes a tourné de brèves séquences vidéo sur la vie dans une banlieue défavorisée de Nairobi. Ces films ont été diffusés et utilisés ensuite dans des entretiens avec des politiciens.

Mobiliser des ressources supplémentaires

Dans les pays pauvres et très pauvres, les réussites ne font encore qu'exceptionnellement la une. Pour exploiter à fond les occasions restées en friche, il ne faut pas seulement de bonnes conditions-cadres, une priorité accordée à la lutte contre la pauvreté et une adaptation au contexte local, mais encore davantage de ressources. Il existe certes un consensus international sur la nécessité de disposer de plus de fonds publics pour atteindre les objectifs du Millénaire. Cependant, les chances pour que l'aide au développement soit augmentée sont à tout le moins mitigées. Les discussions menées sur de nouvelles sources de financement n'ont pas non plus fait apparaître de lueur d'espoir. Ce n'est pas un hasard si une «Task Force on Financial Mechanisms (TFM)» a été mise sur pied pendant la première phase du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) à Genève en 2003. Différentes propositions, comme une redevance pour l'utilisation de l'espace orbital, une licence pour les fréquences électromagnétiques ou une taxe sur les noms de domaine circulent, mais il est peu réaliste d'imaginer de les mettre rapidement en pratique.

Reste la mobilisation du secteur privé. Si les conditions-cadres sont bonnes et que la concurrence fonctionne dans les télécommunications, en particulier, il y a là un potentiel en-

core non exploité. L'État peut combiner l'octroi de licences privées de télécommunication avec un mandat de prestations en faveur des régions défavorisées du pays. Demander aux fournisseurs privés de services internet et de téléphonie mobile d'alimenter un fonds national permettrait de recueillir des moyens financiers pour les régions écartées et négligées. Le compétence accordée au régulateur et son soutien politique est décisive, car il devra surveiller et imposer la réalisation du mandat de prestations. Les projets transversaux qui requièrent aussi bien des investissements du secteur privé que l'intervention des pouvoirs publics («partenariat public-privé») offrent d'autres possibilités d'élargir l'éventail des ressources.

Le recours aux logiciels libres permet de faire des économies et d'augmenter ainsi indirectement les ressources. Il favorise aussi l'adaptation aux besoins locaux – par exemple en matière de diversité linguistique – et garantit une sécurité élevée. Ces avantages découlent des caractéristiques des logiciels libres, à savoir qu'on peut en modifier le code source et diffuser autant de copies qu'on veut. Les bénéficiaires s'engagent simplement à mettre à disposition leurs modifications aux mêmes conditions. Les logiciels libres ne contreviennent pas au droit d'auteur, mais en exigent une interprétation différente, dans la mesure où ils pratiquent le libre accès.

Le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)

Du 16 au 18 novembre 2005, Tunis accueillera la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI). La première phase (Genève 2003) avait débouché sur une déclaration de principes et un plan d'action. Il s'agit maintenant de passer à la mise en œuvre, dans laquelle les quatre niveaux présentés – bonnes conditions-cadres, volonté politique, recours aux TIC pour lutter contre la pauvreté, choix des technologies adéquates, mobilisation de ressources privées et publiques supplémentaires – jouent un rôle décisif. Les TIC enrichissent notre vie: le monde entre chez nous, nous pouvons faire nos achats à toute heure ou cultiver des amitiés dans le monde entier, et tout cela à un coût minime. Il est grand temps d'engager ces technologies de façon ciblée pour faciliter la vie des pauvres ainsi que des plus démunis. ■